

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article862>



Non aux nouveaux privilèges des entreprises - Changeons la politique européenne d'investissement maintenant !



- Société -
Date de mise en ligne : dimanche 6 mars 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Vous souvenez-vous de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) ? Dans les années 90, les États de l'OCDE avaient tenté d'imposer cet accord visant à accorder de nouveaux et puissants droits aux entreprises multinationales à travers le monde.

Lorsque ce plan a été rendu public, les fortes mobilisations des mouvements sociaux ont réussi à faire échouer cette offensive.

Mais, malheureusement si l'agenda de l'AMI a pu être défié, il n'a pas été abandonné. Au début des années 2000, l'Union européenne (et notamment l'Allemagne) a essayé de relancer un processus de négociation pour un accord similaire au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui a de nouveau échoué, cette fois face à la résistance des pays en développement.

Aujourd'hui en 2011, la même bataille est encore une fois devant nous : une offensive virulente est actuellement en cours au sein de l'UE à propos de la future politique d'investissement de l'UE (à travers elle, sont négociées les règles pour les entreprises transnationales).

D'importantes décisions - y compris au sein du Parlement européen - vont être prises dans les prochains jours.

Si vous ne voulez pas que les entreprises transnationales se voient accorder de nouveaux privilèges légaux à l'échelle internationale, qui leur permettront de défier des décisions politiques prises démocratiquement, nous vous invitons à lire le document ci-joint et à agir maintenant !

Pour plus d'informations, lire le document « Pour changer la politique européenne d'investissement, c'est maintenant ! » disponible en français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais sur <http://www.s2bnetwork.org/themes/eu...>

Pour agir :

- En tant qu'organisation, syndicat, parti politique, municipalité, ou autre instance, signer l'appel de la société civile européenne : « Pour une politique européenne d'investissement juste ! » en envoyant un mail à fannys.aitec@reseau-ipam.org. Appel disponible en cliquant [ici](#).
- En tant qu'individu, signez la pétition en ligne « Pas de nouveaux privilèges aux entreprises - Changeons la politique d'investissement maintenant ! ».. N'hésitez surtout pas à faire circuler cette pétition parmi vos amis et partenaires.

>